



Après l'inaction et le mensonge coupables.

**SEGUR de la SANTE :
MACRON- CASTEX-VERAN**

**REPONDENT PAR
LE MEPRIS et la TRAHISON !**



Une pandémie mondiale, une exposition maximale des personnels de santé, des EHPAD, du médico-social, des éboueurs, des employés des transports publics, des égoutiers, des services publics en général, des salariés de la distribution, de l'agro-alimentaire etc..... de tous ces invisibles si indispensables à la marche du pays.

Des milliers de soignant.e.s contaminé.e.s et des dizaines qui ont payé leur dévouement de leur vie.

Un Président de la République et un gouvernement qui ont sciemment menti aux citoyen.nes sur les masques :

VERITABLE SCANDALE D'ETAT.

Une hécatombe dans les EHPAD avec plus de 10 000 morts et des aîné.es isolé.es, coupé.es de leurs familles et désemparé.es.

Une pénurie de masques, de respirateurs, de blouses, de sur-blouses, de gel, de médicaments Résultat d'une politique orchestrée par des gouvernements successifs au nom de la rentabilité, de la délocalisation d'industries vitales et de **LA LOI SACREE DU PROFIT !**

**TEL EST LE BILAN DE LA GESTION DE LA PANDEMIE PAR MACRON
et SON EQUIPE.**

**TEL EST LE BILAN DE 30 ANNEES DE GESTION DE LA SANTE
AVEC POUR UNIQUE OBJECTIF :**

LA RENTABILITE FINANCIERE.

Aujourd'hui Véran, hier Buzin, Touraine ou Bachelot..... Chacun et chacune a orchestré la mise en place de la Tarification à l'activité (T2A) en s'illustrant dans la réduction drastique du nombre de lits y compris de réanimation.

Entre 2013 et 2017, **95 hôpitaux publics ont été fermés, 68 000 lits ont été supprimés depuis 2003**, 8,6 milliards d'économies ont été imposées aux établissements hospitaliers entre 2009 et 2019, 60 % des hôpitaux sont en difficulté financière et **5,7 millions de personnes subissent un manque de médecins généralistes.**

Le gouvernement dirigé par Jean Castex, autrefois ordonnateur de la Tarification à l'Activité (du temps où il officiait au Ministère de la Santé comme **Directeur de l'Hospitalisation et de l'Offre de Soins**), répond aujourd'hui par une médaille, une mise à l'honneur, une augmentation de 180 euros de salaires qui ne rattrapent pas les 20 années d'austérité, et limitée aux agent-es hospitaliers.

Où est passé « le quoi qu'il en coûte » de Macron ?

Où est passé la référence « aux jours heureux et aux secteurs devant échapper au marché » ?

En réalité le gouvernement ne change pas de cap !

COUPABLE ET RESPONSABLE DE LA CASSE DE L'HÔPITAL !



UN PETIT ACCORD SUR LES SALAIRES CONTRE UNE PLUS GRANDE FLEXIBILITE

Il refuse de répondre à la revendication de 300 euros net pour toutes et tous qui n'était qu'un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat résultant des 15 ans de gel du point d'indice.

Il met en place une véritable fuite en avant en imposant des contreparties à ces hausses de salaire sous la forme d'accords dérogatoires inférieurs au droit national, ouvre les vannes des heures supplémentaires et débordements de plannings.

C'est la casse des 35h et l'aggravation programmée des conditions de travail des personnels hospitaliers.

Et quid des agents administratifs ? quid des ouvrier.e.s ? des personnels de cuisine ? du personnel social ?

Des personnels qui se battent depuis des mois pour remettre l'humain au coeur du système de santé.

- Où sont les embauches pour exercer des métiers dans de bonnes conditions et dans le respect des personnes prises en charge ?
- **Les besoins sont chiffrés aujourd'hui 100 000 postes dans les hôpitaux et 200 000 dans les EHPAD.**
- **Le gouvernement n'en promet que 15 000 !**
- Où sont les ouvertures de lits à la hauteur des besoins de santé et pour un maillage territorial au plus près de la population ?

PLUS QUE JAMAIS IL FAUT :

- **Un changement radical de logique dans le financement de l'hôpital public** avec l'abandon de la tarification à l'activité. La règle doit être le juste soin pour le malade et non la recherche du tarif rentable pour l'établissement.
- **Une augmentation significative des salaires** des personnels hospitaliers avec comme objectifs la moyenne des salaires des pays de l'OCDE pour des postes équivalents (augmentation immédiate de 300 euros nets mensuels de tous les salaires).
- **L'arrêt des fermetures de lits d'hospitalisation et l'ouverture de lits dans les services où cela s'avère indispensable** avec l'attribution de moyens : **embauche des personnels** et équipements.
- **L'intégration et l'association des usagers et des soignants, toute catégorie confondue aux décisions et projets de soins.**